Com. 18 nov. 1975
D. 1976.40 note X.L.

- Clause compromissoire
Art. 68, L. 2.1.1968

D
O
S
S 1976 - II - n° 1
I
E
R

GUIDE DE LECTURE

I - LES FAITS

- : La société COSTAMAGNA concède diverses licences de brevets avec clause compromissoire à AYRAULT et la Société LE PLANCHER ERO CERAME PRECONTRAIT et sans clause compromissoire à la Société BRIQUETERIE AYRAULT, la Société BATIPOITOU et la Société ERO PARIS
- : Les licenciés n'exécutent pas leurs obligations contractuelles de communication de perfectionnements (?)
- : La Société COSTAMAGNA assigne ses co-contractants devant le tribunal de grande instance de Bordeaux : . en résiliation de contrats pour inexécution de leurs obligations, . en concurrence déloyale.
- : AYRAULT et diverses sociétés soulèvent l'incompétence du tribunal saisi :
 - x AYRAULT et la Société LE PLANCHER... demandant le renvoi devant le tribunal arbitral
 - x les trois autres sociétés demandant le renvoi devant le tribunal de commerce.
- : TGI BORDEAUX rejette ces exceptions.
- : AYRAULT et les diverses sociétés forment un contredit
- 16 mai 1974 : La Cour d'appel de BORDEAUX rejette le contredit
- : AYRAULT et les diverses sociétés forment un pourvoi en cassation
- 18 nov. 1975 : La Chambre Commerciale de la Cour de cassation rejette le pourvoi.

II - LE DROIT

* TRAITEMENT DU 1er PROBLEME (applicabilité de l'art. 68 de la loi du 2.1.68)

A - LE PROBLEME1°) PRETENTIONS DES PARTIESa) Les demandeurs au pourvoi (Les trois sociétés)

prétendent qu'un litige relatif à la résiliation d'un contrat de licence ne constitue pas un contentieux né de la loi du 2.1.1968, au sens de l'art. 68 de ce texte.

b) Le défendeur au pourvoi (soc. COSTAMAGNA)

prétend qu'un litige relatif à la résiliation d'un contrat de licence peut constituer un contentieux né de la loi du 2.1.1968, au sens de l'art. 68 de ce texte.

2°) ENONCE DU PROBLEME

Quels litiges peuvent constituer le contentieux né de la loi du 2.1.1968 au sens de l'art. 68 de ce texte ?

B - LA SOLUTION1°) ENONCE DE LA SOLUTION

"... que la cour d'appel qui déclare que l'action découlant de l'inobservation du contrat de licence mettait ainsi en cause, en l'espèce, l'application des dispositions des art. 51 et 54 de la loi du 2.1.1968 a pu décider que le contentieux dont elle était saisie était né au moins en partie de la loi sur les brevets d'invention et en conséquence faire application de l'art. 68 de cette loi".

2°) COMMENTAIRE DE LA SOLUTION

Etait ici en jeu la nature de la relation devant exister entre un litige et la loi sur les brevets d'invention. Deux conceptions sont à cet égard possibles :

a - Une conception restrictive, exigeant que le litige ait pour objet l'application de la loi du 2.1.1968 (par exemple validité ou contrefaçon du brevet). Si l'on adopte ce point de vue, le présent litige ne serait pas concerné. La "cause" d'un litige contractuel réside, en effet, dans le droit des contrats et non dans celui des brevets. Même en admettant que son objet soit une action en concurrence déloyale, comme cela semblait être le cas ici de façon accessoire, le litige releverait du droit de la responsabilité et non de celui des brevets. La compétence du TGI ne pourrait alors jouer, aux termes de l'art. 54 al 2 de la loi de 1968 que si l'action en concurrence déloyale était connexe à une action en contrefaçon ; cela n'était pas démontré en l'espèce.

b - Une conception plus large d'après laquelle il suffirait que le litige "mette en cause", la loi sur les brevets, c'est-à-dire soit susceptible d'entraîner, même incidemment, l'application de certaines de ses dispositions pour être considéré comme contentieux né de cette loi au sens de son art. 68 .

La Cour de cassation semble bien, dans le présent arrêt, avoir adopté cette seconde interprétation. En pure logique, l'art. 68 de la loi, texte dérogeant au droit commun de la compétence, devrait être interprété restrictivement. Même en admettant cette interprétation large, il faut noter la minceur du lien invoqué entre le présent litige et la loi sur les brevets. La Cour s'est fondée en effet, sur le fait que la solution du litige pouvait exiger une expertise technique régie par le décret du 10.6.1965 concernant les "litiges en matière de brevets d'invention" et que, d'autre part, l'inobservation du contrat de licence pouvait mettre en cause les arts. 51 et 54 de la loi du 2.1.68 (sur la contrefaçon) (V. également, com. 16 oct. 1973, Ann. 1974, 270). Il aurait mieux valu, sans doute, relever que la solution du litige supposait la vérification de l'existence des perfectionnements au sens de la loi sur les brevets. Notons, d'autre part, que l'attraction au juge des brevets s'impose dès lors que le contentieux est né, au moins en partie de la loi des brevets.

* TRAITEMENT DU 2ème PROBLEME (efficacité des clauses compromissoires).

A - PROBLEME

1°) PRETENTIONS DES PARTIES

a) Les demandeurs au pourvoi (AYRAULT et autres)

prétendent qu'une clause compromissoire peut valablement déroger aux règles de compétence de l'art. 68 de la loi du 2 janvier 1968

b) Le défendeur au pourvoi (Soc. COSTAMAGNA)

prétend qu'une clause compromissoire ne peut valablement déroger aux règles de compétence de l'art. 68 de la loi du 2.1.68.

2°) ENONCE DU PROBLEME

Les litiges nés de la loi du 2.1.68 peuvent-ils être soumis à arbitrage ?

B - SOLUTION

1°) ENONCE DE LA SOLUTION

"Attendu que ces considérations justifiant la décision attaquée à l'égard de toutes les parties en cause, nonobstant l'existence de la clause compromissoire..."

2°) COMMENTAIRE DE LA SOLUTION

La présente solution est importante dans la mesure où elle semble considérer comme nulle toute clause compromissoire concernant la solution d'un litige né de la loi sur les brevets. Vu le sens large que la Cour vient de donner à ces derniers termes, la portée de l'interdiction de compromettre s'en trouve considérablement étendue. Elle n'en est pas pour autant, nécessairement absolue. En effet, dans plusieurs domaines où la loi avait institué la compétence exclusive d'une juridiction, la Cour de cassation a néanmoins admis la possibilité de recourir à l'arbitrage pour toutes les questions ne touchant pas directement à l'ordre public (voir note X L sous le présent arrêt au Dalloz 1976, p. 40).

COUR DE CASSATION

(Ch. Com.) - 18 novembre 1975

Ayrault et autres C. Sté B.M. Costamagna et Cie.

LA COUR : - Sur les deux moyens réunis : - Attendu que l'arrêt attaqué (Bordeaux, 16 mai 1974), ayant statué sur les contredits formés, d'une part, par Ayrault et la Sté Le Plancher Ero Cérame Précontraint et, d'autre part, par les Sociétés Briqueterie Ayrault, Batipoitou et Ero Paris à un jugement du tribunal de grande instance de Bordeaux, qui avait rejeté les exceptions d'incompétence soulevées par lesdites parties, il est fait grief à la cour d'appel, premièrement, d'avoir rejeté le contredit formé par Ayrault et la Sté Le Plancher Ero Cérame Précontraint qui avaient soutenu, qu'en application de la clause compromissoire les liant à la Sté Costamagna, le litige devait être soumis à un collège arbitral, alors, selon le pourvoi, que si l'art. 59, al.4, c. pr.civ. sur lequel se fonde l'arrêt déféré, autorise le demandeur, en cas de pluralité de défendeurs, à assigner toutes les parties devant le tribunal "de l'un d'eux", cette faculté n'existe qu'à condition que les parties n'aient pas, par une clause de la convention, entendu soustraire aux tribunaux pour les soumettre à un arbitre, les contestations susceptibles de s'élever entre elles et, en second lieu, d'avoir également rejeté le contredit formé par les Stés Briqueterie Ayrault, Batipoitou et Ero Paris, qui avaient soutenu que les dispositions de l'art. 68 de la loi du 2 janv.1968 n'étaient pas applicables en l'espèce et qu'elles auraient dû être assignées devant le tribunal de commerce de leur domicile, en décidant que le tribunal de grande instance de Bordeaux était compétent pour statuer sur un litige portant notamment sur la résiliation d'un contrat de licence de brevet d'invention, alors, selon le pourvoi, que si l'art.68 de la loi du 2 Janv.1968 attribue exclusivement à certaines juridictions l'ensemble du contentieux né de cette loi, cette règle dérogeant au droit commun et réservant le contentieux à des juridictions spécialisées doit être interprétée restrictivement et qu'un litige relatif à la résiliation d'un contrat ne constitue pas un contentieux né de la loi sur les brevets ; qu'en tout état de cause, en décidant que le libellé de l'assignation permettait de penser que la Sté Costamagna exerçait, outre l'action en résiliation, celle de l'art.54 de la loi du 2 Janv.1968, la cour d'appel s'est fondée sur un motif purement hypothétique qui procède d'une dénaturaison de l'assignation ; qu'ainsi il ne ressort pas de ces constatations que le contentieux dont elle était saisie était né de la loi sur les brevets ; d'où il suit qu'en retenant sa compétence, la cour d'appel a violé la loi et n'a pas mis la Cour de cassation en mesure d'exercer son contrôle ;

Mais attendu que, sans dénaturer l'assignation, qui est produite, et en permettant à la Cour de cassation d'exercer son contrôle, la Cour d'appel relève, tant par motifs propres que par motifs adoptés, en des énonciations non hypothétiques, que la Sté Costamagna reprochait à certains de ses adversaires dans la procédure soumise au tribunal de grande instance, de lui avoir dissimulé, en violation de leurs obligations contractuelles, les perfectionnements qu'ils avaient apportés aux brevets dont la licence leur était concédée et d'avoir utilisé ces perfectionnements pour lui faire une concurrence déloyale ; que l'arrêt ajoute que la nécessité de vérifier s'il y avait ou non perfectionnement des procédés brevetés pouvait exiger une expertise technique régie par le décret du 10 juin 1965 concernant les "litiges en matière de brevet d'invention" ; que la cour d'appel qui déclare que l'action découlant de l'inobservation du contrat de licence mettait ainsi en cause, en l'espèce, l'application des dispositions des art.51 et 54 de la loi du 2 Janv.1968 a pu décider que le contentieux dont elle était saisie était né, au moins en partie, de la loi sur les brevets d'invention et, en conséquence, faire application de l'art.68 de cette loi ; -- Attendu que ces considérations justifiant la décision attaquée à l'égard de toutes les parties en cause, nonobstant l'existence de la clause compromissoire liant, d'une part, Ayrault et la Sté Le Plancher Ero Cérame Précontraint et, d'autre part, la Sté Costamagna, les motifs de l'arrêt critiqués par le premier moyen peuvent être tenus pour surabondants ; d'où il suit qu'aucun des moyens ne peut être accueilli ;
Par ces motifs, rejette.

D
O
S
S 1976-II-n° 1
I
E
R

A D D E N D U M

L'évocation des articles 51 et 54 de la loi du 2.1.1968 s'explique de la manière suivante : la société COSTAMAGNA, créancière de l'obligation prétendument inexécutée agissait en résolution des contrats, sur la base de l'art. 1184 C. civ. Une décision favorable déciderait la destruction du contrat au jour de l'inexécution, c'est-à-dire de la non communication des perfectionnements. A compter de cette date, les actes d'exploitation de l'ex licencié pourraient être tenus pour actes de contrefaçon (art. 51). L'action en concurrence déloyale connexe étant alors soumise aux mêmes règles de compétence que l'action en contrefaçon (art. 54).